

de cette monnaie comme ils l'entendront : ils sont libres de s'en servir exactement comme ils font aujourd'hui du numéraire métallique.

Vous avez donc eu raison de dire que la banque d'État n'avait rien de commun avec les banques des États-Unis ou d'Écosse.

Mais c'est justement ce qui fait sa supériorité sur ces institutions.

Les banques dont vous parlez sont, comme la Banque de France, des institutions basées sur l'intérêt particulier ; elles ont pour but unique de gagner le plus d'argent possible à leurs actionnaires : il faut donc qu'elles étendent leurs escomptes et multiplient le plus possible leurs opérations. Aussi, qu'arrive-t-il ? c'est qu'elles cessent d'exiger des garanties suffisantes, elles subissent des pertes, et de temps à autre, le bruit de leur chute vient retentir jusque chez nous.

Mais, si pareille chose arrivait en France, nous serions en révolution. En France, il n'est pas permis à une banque de perdre.

La banque d'État n'est point une spéculation, elle ne cherche point à étendre ses opérations, elle n'a d'autre but que de donner la preuve, la garantie que tout signe d'échange représente bien réellement sa valeur nominale, et c'est ainsi que, sans être une institution réelle de crédit, néanmoins la banque d'État amène la réforme la plus profonde du crédit.

Voici comment : la banque d'État rend immédiatement disponibles de nombreux capitaux aujourd'hui employés à des opérations inutiles ou à l'agiotage.

D'un autre côté, la banque d'État mobilisant les capitaux immobiliers ou immeubles, il en résulte encore une affluence plus considérable de capitaux.

De cette affluence résulte ce fait : **LE CAPITAL S'OFFRE.**

Or, le capital s'offrant, cela veut dire diminution de l'intérêt, du loyer, du capital, élargissement du crédit, plus grande facilité pour l'emprunteur.

C'est donc une vraie réforme de crédit, car aujourd'hui le capital ne s'offre point, on le demande.

Mais cette réforme est le résultat de la mise en pratique de la banque d'État, et non son fait direct ; les institutions d'État ne doivent avoir d'autre but que de donner l'authenticité, la garantie à toutes les opérations des particuliers.

Vous devez commencer à comprendre qu'une institution de ce genre, basée sur de tels principes, n'est point le fruit d'un travail fait à la hâte, improvisé ; cette institution est basée sur les principes de l'économie politique les plus irréfutables, et je dois dire tout de suite que